

Contexte

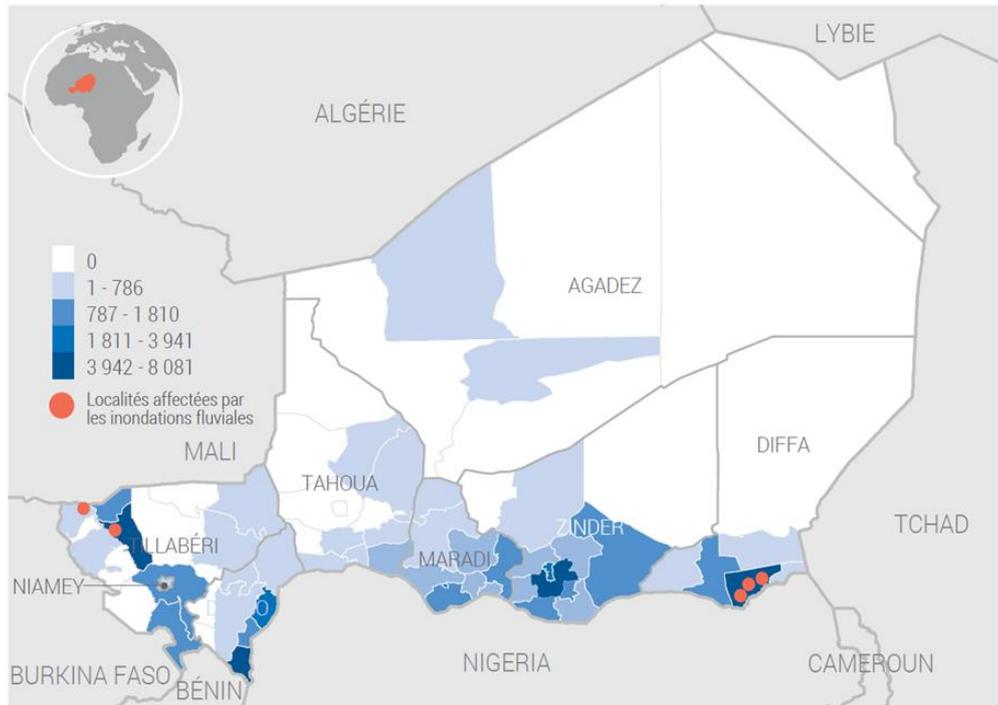
Le Niger est l'un des pays sahéliens qui subit le plus les effets graves du changement climatique tels que les sécheresses et les inondations qui perturbent la saison agricole. Selon les données officielles, environ 100 000 hectares de terres arables sont perdus chaque année en raison de l'érosion hydrique, entraînant la perte de cultures et de moyens de subsistance pour des milliers d'agriculteurs.

Ces inondations résultent généralement de la forte chute de pluies pendant un court laps de temps, entraînant des crues soudaines et des intempéries localisées notamment le long des rives des cours d'eau (fleuve Niger, Komadougou, Goulbi, Korama, Koris), laissant peu de temps à la préparation. La plupart des inondations surviennent durant la saison des pluies (de juillet à septembre). En moyenne 35 000 ménages totalisant 200 à 300 000 personnes sont sinistrées chaque année. À cela s'ajoutent les dégâts et les pertes économiques sur les habitations, les bâtiments, les champs, les jardins et les animaux.

En 2022, les fortes pluies enregistrées début juillet dans l'ensemble du pays ont causé des inondations aux conséquences désastreuses sur les personnes et leurs moyens de subsistance. Toutes les huit régions du pays ont été affectées. Les régions de Zinder et de Maradi ont été les plus durement touchées au regard du nombre de personnes sinistrées et de l'ampleur des dégâts sur les habitations et les infrastructures. Sur l'ensemble du pays, ces intempéries ont contribué à l'affaiblissement de très nombreux ménages qui peinent à sortir de l'impact de chocs précédents (inondations, insécurité alimentaire et nutritionnelle, pandémie de la COVID-19, insécurité civile).

Selon le ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes (MAH/GC), au 31 décembre 2022, les inondations ont affecté 365 438 personnes (46 611 ménages) sur l'ensemble du pays. On dénombre 195 personnes tuées, 211 autres personnes blessées, 41 820 maisons et 126 classes effondrées.

Inondations en 2022



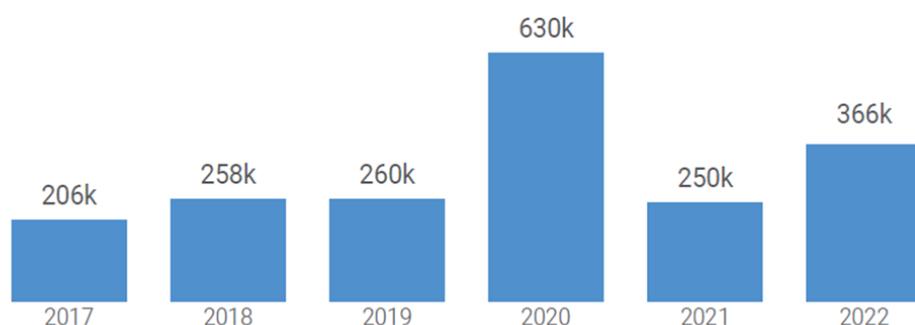
Au 31 décembre 2022

En 2021, à la même période, l'on dénombreait 250 331 personnes sinistrées (32 833 ménages). Au cours des cinq dernières années (2017-2022), le Niger a régulièrement enregistré des inondations provoquées par des pluies diluviennes pendant la saison pluvieuse (juin-septembre), qui ont été particulièrement catastrophiques pour les

populations sur l'ensemble du pays. Le bilan le plus élevé des dix dernières années a été enregistré en 2020 avec plus de 600 000 personnes sinistrées.

Évolution du nombre de personnes sinistrées de 2017 à 2022

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PERSONNES SINISTRÉES DE 2017 À 2022



Au 31 décembre 2022

Les pluies diluviennes ont causé plus de 85 000 personnes sinistrées à Zinder

À Zinder, 88 794 personnes (12 138 ménages) ont été victimes des inondations en 2022. Elles sont réparties dans 390 villages de la région. On note également l'effondrement de 12 129 maisons et 47 cases, 64 décès (dont 17 par noyade) et 59 blessés. De plus, 561,03 ha de cultures ont été détruits et 49 salles de classes impactées.

Besoins

Les besoins les plus urgents ont été rapportés dans les secteurs des abris et biens non alimentaires (BNA) en plus de la sécurité alimentaire, de l'eau, hygiène et assainissement.

Réponses

Au total, 7 500 ménages ont bénéficié de 586,9 tonnes de vivres de la part de l'Etat (Cellule Crise Alimentaire) tandis que le PAM et la Cellule Filets Sociaux ont distribué du cash d'un montant de 593 760 000 FCFA aux sinistrés des inondations. En outre, 500 kits d'abris ont été distribués à ces ménages par la Croix-Rouge.

D'importantes hauteurs de pluies ont affecté plus de 80 000 personnes à Maradi

En 2022, la région de Maradi a enregistré 80 413 personnes sinistrées (9 054 ménages) dans 328 villages et quartiers de 36 communes. On note également 9 444 maisons et 275 cases effondrées. Les inondations ont également fait 74 morts (dont 18 par noyade), 99 blessées, 12,5 ha de cultures et d'importants dégâts sur les infrastructures scolaires (37 classes endommagées) et sanitaires (2 cases de santé endommagées).

Besoins

Les besoins les plus urgents ont été rapportés dans les secteurs des abris et biens non alimentaires en plus de la sécurité alimentaire, de l'eau, hygiène et assainissement.

Réponses

517 ménages ont reçu de la Cellule Crise Alimentaire (CCA) une assistance en vivres en raison de 50 kg de riz et 50 kg de mil par ménage. La région a également reçu l'appui du projet de gestion des risques de catastrophes et développement urbain (PGRC-DU) composé de 6 000 nattes, 6 000 couvertures et 4 000 pagnes. Les agences des Nations Unies et les ONG humanitaires ont fourni au total 2 835 kits BNA et 870 kits d'abris au profit de 8 653 ménages affectés de la région de Maradi.

Contraintes

En dehors des réponses en sécurité alimentaire, les autres réponses ont été timides dans les deux régions. À cela s'ajoutent les contraintes ci-après :

- Le sous financement de l'action humanitaire globale et plus particulièrement des conséquences des inondations ;
- La faiblesse dans la gestion des informations en termes de chiffres des sinistrés, des besoins, etc. ;
- Les évaluations qui sont faites sont beaucoup plus physiques que qualitatives ; ce qui ne facilite pas une réponse de qualité ;
- Les rôles des acteurs dans la gestion des inondations (le ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes) est venu suppléer le Dispositif National de Prévention et de Gestion de Catastrophes et Crises Alimentaires (DNPGCCA), sans accompagnement nécessaire dans la passation de témoins ;
- La coordination aux différents niveaux de la réponse mais aussi dans les évaluations.

L'impact des crues du fleuve Niger et de la rivière Komadougou à Tillabéri et à Diffa

D'autres facteurs de risques d'inondations existent comme on a pu l'observer avec les crues des cours d'eau tels que le fleuve Niger et la Rivière Komadougou. Le phénomène n'est pas nouveau mais est de plus en plus récurrent et dévastateur à cause des impacts liés aux changements climatiques.

En 2022, les régions de Tillabéri et Diffa ont enregistré respectivement 38 264 et 70 467 personnes affectées par les inondations dues à de fortes pluies. Ces deux régions ont, en outre, enregistré des inondations fluviales liées aux crues observées sur le fleuve Niger, dans les zones insulaires de la région de Tillabéri et sur la Komadougou Yobé, dans la région de Diffa, contribuant à alourdir le bilan de ces intempéries.

Forte mobilisation des acteurs de Tillabéri autour des sinistrés de Dessa et du Gorouol

Au 31 décembre 2022, plus de 8 837 personnes affectées par les inondations consécutives à la montée du fleuve Niger ont été enregistrées dans les douze villages des deux communes de Dessa et du Gorouol dans la région de Tillabéri. Selon les observateurs, ces intempéries se sont étendues à une vingtaine de villages insulaires situés pour l'essentiel dans ces deux communes et amplifiées par les travaux de construction du barrage hydroélectrique de Kandadji.

À la suite de l'annonce de l'alerte dans la région de Tillabéri le 10 décembre 2022 et au regard de l'ampleur de la situation, les partenaires humanitaires à travers le Comité régional de gestion des inondations mis en place par les autorités régionales, les autorités départementales et municipales de Dessa et les chefs coutumiers des localités concernées se sont mobilisés pour venir en aide aux populations sinistrées.

Le 15 décembre 2022, le Comité a organisé une mission conjointe d'évaluation multisectorielle des besoins avec la participation du Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes (MAH/GC), la Direction Régionale de la Protection Civile (DRPC), la Direction Départementale de l'Agriculture (DDA), la Direction Régionale de l'Hydraulique et de l'Assainissement (DRH/A), la Direction Départementale de l'Élevage (DDEL), les ONG ACTED, COOPI, WHH, la Croix-Rouge Nigérienne, le HCR et OCHA.

À l'issue de cette évaluation, les besoins sectoriels ont été identifiés, priorisés et partagés avec les partenaires humanitaires. Ces derniers ont organisé des réponses urgentes au profit des personnes affectées par ces inondations.

Besoins

Les besoins les plus urgents ont été rapportés dans les secteurs de la sécurité alimentaire, des abris et biens non alimentaires, de l'eau, hygiène et assainissement, de la santé, la protection et l'éducation.

Réponses

L'État, à travers la Cellule Crise Alimentaire, a distribué 25 tonnes de céréales et 600 litres d'huile aux sinistrés de la commune de Dessa. L'État a également distribué 300 kits BNA (nattes en plastiques, couvertures et moustiquaires).

Le CICR a distribué 31,05 tonnes de céréales, 10,35 tonnes de légumineuses, 4,14 tonnes d'huile, 414 kg de sel et 226 kg de super céréales pour la supplémentation des enfants dans six hameaux insulaires de Kandadji (commune de Dessa) et 414 kits de biens non-alimentaires. ACTED a distribué un cash à vocation de biens non-alimentaires d'un montant de 62 000 FCFA/ménage à 941 ménages. La Croix-Rouge Luxembourgeoise a distribué

300 kits d'abris. COOPI a assuré la prise en charge médicale à travers la conduite d'une clinique mobile avec les premiers soins, les consultations et le référencement des cas d'urgences.

Recommandations

À l'analyse de la réponse apportée aux victimes des inondations fluviales qui ont affecté les villages du Gorouol et de Dessa, les acteurs ont formulé les recommandations ci-après :

- Adresser les problématiques liées à l'eau potable, aux latrines d'urgence, à l'accès à la terre pour la réinstallation et la relance de l'autonomisation financière, la résilience des chefs de ménages, des femmes et filles mères, ainsi que des jeunes garçons.
- Poursuivre les assistances en biens non alimentaires (moustiquaires, couvertures, habits chauds, nattes, PUR/Aquatab, seaux de stockage, bidons, savons, kits d'hygiène et de dignité).
- Uniformiser les kits de biens non alimentaires à distribuer.
- Poursuivre les assistances alimentaires et nutritionnelles d'urgence.
- Renforcer les cliniques mobiles pour une prise en charge efficace des besoins en santé.

L'état de catastrophe naturelle déclaré à Diffa

Dans la région de Diffa, la forte crue de la rivière Komadougou Yobé a engendré du 26 septembre au 19 octobre 2022 des inondations dans les communes de Chétimari, Diffa et Gueskéro, dans le département de Diffa et dans plusieurs villages du département de Mainé-Soroa. À la suite de ce sinistre, le 21 octobre 2022, le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation a pris un arrêté constatant l'état de catastrophe naturelle dans la région de Diffa. La situation globale des pertes et dégâts enregistrés était de 10 347 personnes sinistrées (1 768 ménages) et 925 maisons effondrées dans six villages et quartiers de la commune de Diffa et plusieurs autres villages du département de Mainé-Soroa au 19 octobre 2022.

Au 9 décembre 2022, 25 914 personnes (3 773 ménages) réparties dans les communes de Gueskéro, Chétimari, Diffa (département de Diffa) et Toumour (département de Bosso) ont été affectées par ces inondations. Des superficies importantes de champs de culture (sorgho, niébé, riz, choux, oignon etc.) ont été submergées. La commune de Toumour a été particulièrement touchée avec plus de 3 000 ménages sinistrés.

Besoins

Les besoins les plus urgents ont été rapportés dans les secteurs de la sécurité alimentaire, des abris et biens non alimentaires, de l'eau, hygiène et assainissement, de la santé, la protection et l'éducation.

Réponses

Une bonne partie des réponses a été délivrée sur le site relocalisé de Boulangouri (commune de Diffa) qui a accueilli les populations de Lada. La Direction Régionale de la Protection Civile et le Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes (MAH/GC) ont aménagé le site de Lada avec l'appui financier et technique du HCR et de la Croix-Rouge.

L'Etat a distribué 177 tonnes de céréales et 5 000 litres d'huile au profit de 10 347 personnes dans plusieurs localités dans la région de Diffa. Le PAM à travers son partenaire de mise en œuvre KARKARA, a distribué environ 157 tonnes de vivres à 161 ménages sinistrés des quartiers inondés de la ville de Diffa. Les ONG Oxfam, CRS, SCI ont assisté 349 ménages dans la commune de Chétimari, 204 ménages dans les quartiers de Diffa, 413 ménages dans la ville de Diffa, et 300 autres ménages à Bagara.

Les partenaires (AHDD, CIAUD, CICR/CRN/CRL, CRS/Demi-E, IRC, OIM, UNFPA/APBE) ont également fourni plus de 1 700 kits d'abris, 3 092 kits BNA en plus du Cash (IRC, SCI, UNICEF, Plan International). CIAUD, DRHA/CRN/DS, SCI ont fourni des kits d'hygiène, des morceaux de savon et des produits de traitement d'eau. Le HCR a construit des latrines et installé des bladers dans les communes de Chétimari, Diffa, Gueskéro et Toumour.

La Direction Régionale de l'Education Nationale avec l'appui de l'UNICEF, IRC, PAM, Plan International, SCI ont aussi installé 5 TLS (Espace temporaire d'apprentissage) et leurs équipements, distribué des kits scolaires aux élèves et apprenants des passerelles, fourni des fournitures scolaires et commencé le ravitaillement de la cantine de l'école de Boulangouri. MSF, OMS, UNFPA/APBE, UNICEF, CICR ont déployé des cliniques mobiles sur le site de Boulangouri et celui des personnes déplacées de Djallori.

En ce qui concerne la protection, 95 adultes et 215 enfants ont bénéficié de sessions de thérapie de groupe dans plusieurs localités de la commune de Diffa grâce à l'appui de la Direction régionale de la promotion de la femme et

de la protection de l'enfant et l'UNICEF. Environ 1 218 personnes ont été sensibilisées sur les thématiques liées à la protection et 1 478 autres personnes sur les risques de protection de l'enfant avec l'appui de CIAUD, COOPI, DIDL, DRPF.PE/UNICEF, Plan International et SCI. En plus, 400 kits de dignité ont été distribués à Diffa ville et Lada par UNFPA/APBE et 383 kits de CRI (Core Relief Items / article de secours de base) ont été distribués en faveur des sinistrés de Lada par UNHCR/MAH/CIAUD.

Recommandations

Plusieurs défis tels que la disponibilité des listes des sinistrés, les ressources limitées des acteurs humanitaires pour répondre, la gestion de la réponse sur les sites des personnes déplacées, la faible réponse en abris et biens non alimentaires, la concentration des acteurs dans la commune de Diffa et la faible capacité des acteurs pour répondre à Toumour ont été identifiés. À l'analyse de l'état de la réponse, les acteurs ont recommandé de :

- Mobiliser des ressources pour répondre aux besoins pressants des sinistrés qui ont vu les inondations anéantir leurs efforts de résilience face aux crises structurelles déjà présentes.
- Porter la réflexion de concert avec les autorités régionales sur la nécessité d'avoir des solutions durables à la suite de l'arrivée de la rivière Komadougou qui pourrait être une bénédiction plutôt qu'une fatalité.
- Identifier des sites temporaires de relocalisation des populations sinistrées dans toutes les communes.
- Conduire des travaux durables sur les infrastructures (digues, voies de passage d'eau autour de la RN1...) afin de réduire les risques sur les populations et leurs champs.

Perspectives

Selon les autorités, environ 19 % des personnes affectées ont été assistées en 2022 sur l'ensemble du pays. Il s'agit de distributions de vivres, de tentes, de kits d'hygiène et de dignité, de seaux et d'autres articles, y compris des transferts monétaires. Cette situation d'urgence soudaine a exacerbé les besoins humanitaires dans un pays où 4,3 millions de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire en 2023 (contre 3,7 millions de personnes en 2022).

Les dégâts consécutifs aux inondations pluviales et fluviales de 2022 ont engendré une augmentation des besoins des personnes affectées. Cependant, il sera nécessaire d'avoir une planification et une perspective à moyen et long terme afin de trouver une solution plus durable aux inondations. Des ressources supplémentaires seront également nécessaires pour répondre de manière appropriée à ces inondations qui touchent le pays.

D'après le [Plan triennal de contingence sur les inondations \(2023-2025\)](#) adopté en octobre 2022 par le Gouvernement, la moyenne des personnes annuellement affectées par les inondations au Niger sur la période (2016-2021) se situe à 289 112 personnes. Le bilan de 2022, de loin supérieur à cette moyenne, fragilise des milliers de ménages qui peinent à se relever de chocs précédents alors que la réponse n'a pas été à la hauteur des attentes, de l'avis de la plupart des acteurs sur place. Des mesures de mitigation devraient être envisagées dès maintenant pour anticiper la saison d'hivernage 2023.

Selon un communiqué de la Direction de la Météorologie Nationale du 12 mai 2023, les prévisions saisonnières des précipitations et des caractéristiques agro-climatiques de la saison d'hivernage 2023 pour le Niger relèvent un démarrage précoce de la saison des pluies sur l'ensemble du pays qui va de la normale à l'excédentaire, sauf à Diffa où le début de la saison est prévu d'être normal à précoce. La Direction prévoit aussi une fin de saison des pluies tardive à normal. Des séquences sèches de durées normales à moyennes en début de saison et de durées normales à longues en fin de saison sont également prévues.

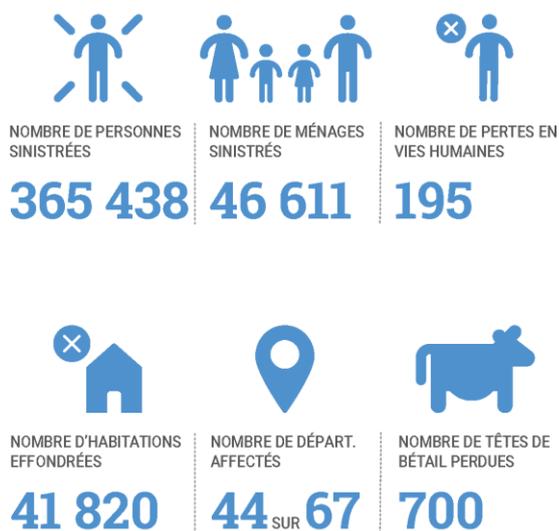


NIGER

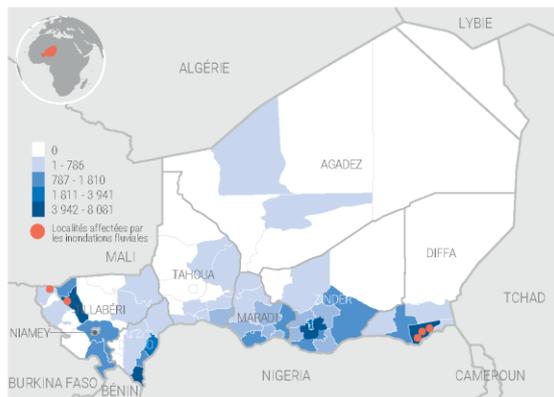
Situation des inondations en 2022

Au 31 décembre 2022

CHIFFRES-CLÉS



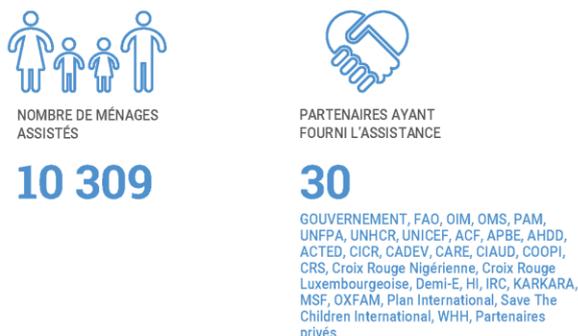
MÉNAGES SINISTRÉS PAR DÉPARTEMENT



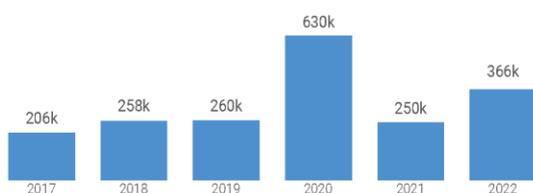
BESOINS PRIORITAIRES



PARTENAIRES & PERSONNES ASSISTÉES



ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PERSONNES SINISTRÉES DE 2017 À 2022



ASSISTANCE REÇUE



Pour plus d'information, veuillez contacter :

Abdoulaye B Hamani, Chargé de l'information publique, associé, boubacarhamani@un.org

Modibo Traoré, Chef de Bureau Niger, traorem@un.org

Les produits d'information sont disponibles sur www.unocha.org ou response.reliefweb.int/niger